

## INTERVIEW DE JEAN-PIERRE SUEUR

- Quelques jours après l'adoption d'un plan d'urgence pour la rentrée universitaire de 1990, le Parti Socialiste vient de lancer l'idée d'un grand emprunt national en faveur de l'université. Cela signifie-t-il que les efforts actuels du gouvernement sont insuffisants ?

Jean-Pierre SUEUR - Lionel JOSPIN a présenté, en 1989 et 1990, deux budgets pour l'enseignement supérieur en augmentation de 9,5 et 10 % respectivement. Il vient de faire adopter un plan d'urgence absolument nécessaire. Il est donc clair que le gouvernement ne se défausse pas de l'indispensable effort budgétaire. Mais chacun sent bien aujourd'hui qu'il faut changer d'échelle pour répondre à une situation exceptionnelle. Si l'on veut, à la fois, accueillir tous les nouveaux bacheliers, construire les bâtiments, accroître le nombre des bourses et des prêts, recruter les professeurs, il est urgent d'aborder le problème financier de façon complètement différente, en rupture avec la continuité financière antérieure.

- Cette idée d'un emprunt avait été suggérée au printemps dernier par la FEN (Fédération de l'éducation nationale), sans écho à l'époque.

Pourquoi la relancez-vous aujourd'hui ?

Nous souhaitons, par une telle démarche, mobiliser la nation tout entière. On peut aborder la question universitaire de manière défensive en multipliant les mesures partielles et les plans d'urgence. On peut aussi l'aborder de manière offensive en expliquant que l'avenir du pays se joue dans les universités et que cela concerne tous les Français. C'est ce que nous préconisons.

Avez-vous obtenu le feu vert du Premier Ministre sur cette initiative ?

Le Bureau Exécutif du Parti Socialiste a adopté cette proposition à l'unanimité. Cela n'aurait peut-être pas été le cas si cette idée n'avait pas suscité un réel intérêt au sein de diverses instances...

L'engorgement et l'inadaptation des premiers cycles constituent un dossier explosif des prochaines années. Tout le monde paraît désarmé sur ce terrain.

Nous maintenons que tout bachelier doit pouvoir accéder à l'enseignement supérieur. Mais il y a une forte hypocrisie dans le fonctionnement actuel du système puisque 45 % des formations universitaires sont contingentées, donc sélectives. Cela engendre, par voie de conséquence, une sélection "à rebours" qui conduit, par exemple, les titulaires du baccalauréat G à se retrouver nombreux dans les DEUG "généraux" où 59 % d'entre eux échouent dès la première année. Le diagnostic est simple.

L'université qui, naguère, accueillait 10 % d'une classe d'âge ne peut pas être identique à celle qui en accueillera demain 50 ou 60 %. La réforme des premiers cycles voulue par Alain SAVARY en 1984 a été dramatiquement retardée. Il faut multiplier les premiers cycles à vocation spécifique et à finalité professionnelle, et accroître l'encadrement dans ces premiers cycles. Il faut aussi développer les enseignements supérieurs en alternance.

Les collectivités locales sont de plus en plus nombreuses à réclamer leur part de responsabilité en matière d'enseignement supérieur. Jusqu'où peut-on aller ?

Les antennes universitaires sont une bonne chose dans la mesure où elles permettent à un nombre croissant de jeunes d'accéder à l'enseignement supérieur. Mais il y a un certain nombre d'excès tout à fait néfastes dans le développement anarchique d'antennes sauvages, obéissant à des préoccupations purement localistes, voire électoralistes, et dont le lien réel avec une université risque d'être très ténu. Nous avons 36 000 communes. Nous pourrions facilement demain assister au développement d'universités départementales, voire d'arrondissement. Mais la balkanisation serait une lourde erreur. Elle tuerait l'idée même d'université. Elle serait le meilleur argument de ceux qui plaident pour des "pôles d'excellence" en nombre limité, tant pour la recherche universitaire que pour l'ensei-

gnement supérieur. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que la démagogie renforcerait, en réalité, l'élitisme. En définitive, il faut que l'Etat ait des moyens suffisants car celui qui paie finit toujours par décider. Si l'Etat est dans une situation de mendicité vis-à-vis des collectivités locales, il n'aura plus les moyens de mener une politique nationale de l'enseignement supérieur. La logique des contrats de Plan, inventée par Michel ROCARD, est la bonne réponse dans la mesure où elle est un instrument contractuel d'aménagement du territoire. Il faut la développer. Mais elle suppose que chaque partenaire ait les moyens d'agir.